

Répression sanglante en Iran

Solidarité avec la population iranienne

Le 8 janvier, le régime iranien a décidé d'isoler l'Iran du reste du monde. Ce black-out lui permet ainsi de dissimuler la répression sanglante du soulèvement populaire, qui a débuté le 28 décembre 2025.

Les rares vidéos partagées sur les réseaux sociaux, parvenues avant la coupure d'Internet montrent l'ampleur des mobilisations mais également le chaos dans lequel la population est plongée. Comme d'habitude, la réponse du régime est sanglante. Ses forces répressives massacrent les manifestant·es en utilisant des armes létales et chimiques. Les provinces du Lorestan et d'Illam, où vivent des minorités ethniques Kurde et Lors, ont été le théâtre des répressions les plus meurtrières.

De plus, de nombreuses vidéos et images présentent des familles cherchant à identifier leurs proches tués, devant des amoncellements de sacs mortuaires. Les corps sont rendus aux familles en échange d'aveux forcés, de cautions élevées, d'intimidations.

Le bilan de ce massacre a atteint selon Mai Sato, rapporteuse de l'ONU sur l'Iran : « des dizaines de milliers de victimes ».

Dans son dernier bilan, HRANA (Human Rights Activists News Agency) fait aussi état de l'arrestation d'au moins 41 283 personnes.

Le chef de l'autorité judiciaire iranienne a indiqué que les dossiers des manifestant·es accusés·es de violences risquent la peine capitale. Le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme a également exprimé son inquiétude vendredi 23 janvier, redoutant le sort qui sera réservé aux manifestant·es arrêté·es.

« *Les violences sexuelles sont utilisées comme une arme clé dans l'arsenal répressif des autorités iraniennes* », confirme Amnesty international, dans un rapport concernant la répression du mouvement « *Femme, vie, liberté* ». Les violences sexuelles sont souvent accompagnées d'autres formes de torture et de mauvais traitements, notamment des passages à tabac, des flagellations, des décharges électriques, l'administration de pilules ou d'injections non identifiées.

Le 17 janvier dernier une manifestation de plus de 5 000 personnes a été organisée à Paris, à l'initiative de collectifs iraniens, de l'intersyndicale, et d'organisations féministes. Les participant·es ont dénoncé cette répression sanglante et ont exprimé leur soutien aux luttes populaires en Iran. Ils/elles dénonçaient la République islamique d'Iran et les actions menées par les monarchistes iraniens, en scandant « *ni Shah, ni Mollah* »

L'émancipation des iraniens est confrontée à une double instrumentalisation :

- Celle des forces impérialistes représentées en premier lieu par les États-Unis et Israël qui, sous prétexte

de vouloir défendre les intérêts des iranien·nes, menacent d'intervenir militairement.

- D'autre part celle du fils de l'ancien Shah qui cherche à s'imposer en

leader depuis son exil, et dont le projet est ultralibéral.

Le soulèvement populaire ne doit pas être confisqué par des ingérences étrangères qui ne portent pas la voix du peuple iranien.

L'Union syndicale Solidaires réitère son soutien inconditionnel à toutes formes de lutte du peuple iranien pour son émancipation.

Elle exige notamment :

- la fin immédiate de la répression,
- la liberté d'organisation et de manifestation,
- la libération de toutes les personnes détenues pour avoir exercé leurs droits fondamentaux,
- le respect par l'Etat iranien de ses engagements internationaux en matière de droits humains et de libertés syndicales,
- l'arrêt immédiat des exécutions et l'abolition de la peine de mort,
- l'abandon des projets d'intervention militaire des Etats-Unis et/ou d'Israël, que les monarchistes appellent de leurs vœux,
- l'édiction de sanctions financières et pénales contre les auteurs/trices et commanditaires des violences et crimes perpétrés contre la population.

Paris, le 29 janvier 2026